

l'Autriche, qui aujourd'hui serait l'alliée la plus fidèle de la France, pour agrandir l'Italie qui se tourne contre elle, poussée par les intrigues de Bismarck et des francs-maçons qui craignent une France catholique, telle qu'elle pourrait le redevenir.

Les élections de France, qui occupaient si vivement l'attention du monde entier, ont eu lieu dimanche 14 octobre. Le résultat semble avoir trompé l'attente des deux partis qui se disputent actuellement le pouvoir, les conservateurs et les radicaux. Le gouvernement a gagné une cinquantaine de sièges, mais cela ne lui donne pas la majorité. Les 363 ont été diminués, mais ils l'emportent encore sur les partisans du maréchal. Les journaux conservateurs jubilent ; nous ne voyons pas en quoi ils peuvent tant se réjouir. La situation n'en est pas moins critique. L'ordre n'a pas encore été troublé, grâce aux mesures qui ont été prises, mais l'avenir se présente sous les plus sombres couleurs. Le maréchal se rendra-t-il à l'alternative que lui ont signifiée les radicaux : se soumettre ou se démettre ? Il paraît que non. Il gouvernera, dit-on, avec la majorité qu'il possède au sénat ; mais la Chambre refusera de voter le budget. On voit de suite quelles complications surgiront dans un gouvernement où les corps législatifs sont diamétralement opposés. Ce sera là, peut-être, un événement sans précédent dans l'histoire. Puis, les électeurs accepteront-ils sans protester que leurs candidats aillent à la chambre pour ne rien faire, quoi que, suivant la fameuse doctrine du suffrage universel, la majorité doive gouverner. Le maréchal dissoudra-t-il encore la Chambre qui se réunira le 7 novembre prochain ? Il paraît que non. On prétend qu'avec les avantages remportés, on pourra encore s'entendre avec la gauche, et le maréchal continuerait à gouverner par la voie des compromis. D'autres croient aux coups d'Etat. Dans tous les cas, la sécurité est gravement compromise, et on assure qu'un grand nombre de personnes ont retiré leurs capitaux de la Banque de France pour les placer en Angleterre.

Il n'y a pas à se faire illusion : il se prépare en France quelque grave événement. On ne peut prévoir ce qui arrivera, mais il est sûr qu'il sera difficile de sortir de l'impasse où les gouvernants se trouvent acculés.

P. HUDON.